

Site préfecture de Vendée  
29 rue Delille  
CS 60765  
85020 La Roche sur Yon Cedex

La Roche sur Yon, le 16 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **FERTIL'EVEIL**

26 rue des Tuileries  
85 120 Saint-Pierre-Du-Chemin

**Références :** D25.0557  
**Code AIOT :** 0006303961

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement FERTIL'EVEIL implanté La Ruffinière 85 120 Saint-Pierre-du-Chemin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERTIL'EVEIL
- La Ruffinière 85 120 Saint-Pierre-du-Chemin
- Code AIOT : 0006303961
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FERTIL'EVEIL est autorisée à exploiter un centre de compostage de fumier, lisier, et déchets verts sur la commune de Saint Pierre du Chemin. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral du 29/11/2005 pour une activité produisant 30 000 t/an et 92 t/j en moyenne, à partir de 50 000 t/ an entrantes. Elle a bénéficié d'une antériorité administrative du 09/11/2017.

Elle relève également d'un classement IED au titre de la rubrique 3532 pour une capacité totale maximale de 280 t/j. Un dossier de réexamen au titre de la directive IED a été transmis en préfecture le 17/06/2021.

La visite d'inspection du 25 avril 2024 relative au suivi de ce dossier de réexamen avait fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure (n° 2024-DCPATE-411) en date du 7 Août 2024.

La présente visite d'inspection concerne ainsi le suivi de la mise en demeure et a pour objet de

conclure sur le dossier de réexamen au titre de la directive IED.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Contrôle des rejets	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Hauteur des stocks	Arrêté Préfectoral du 29/11/2005, article 4.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Air - Valeurs limites et conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 29/11/2005, article 6.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	MTD - fréquence analyses sur les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-X et Annexe 3.3-V	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	MTD - fréquence analyses sur les rejets d'air	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3-V	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Conditions de rejets au milieu récepteur - bassin tampon	Arrêté Préfectoral du 29/11/2005, article 5.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	MTD - Système de management environnemental	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
8	Déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au dépôt par l'exploitant du dossier de réexamen IED en 2021 et à une visite d'inspection en date du 25 avril 2024, l'exploitant avait été mis en demeure (arrêté n°2024-DCPATE-411 du 7 août 2024).

L'ensemble des éléments de la mise en demeure ont été traités par l'exploitant. Cette visite permet ainsi de lever la mise en demeure.

De plus, cette visite permet d'acter la conformité du dossier de réexamen au titre de la directive IED et de conclure qu'aucune prescription complémentaire n'est nécessaire au regard de l'évolution des meilleures techniques disponibles. L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 est ainsi rendu applicable sans dérogation (cf. annexe).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Registre déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thèmes :</b> Autre, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 25/04/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suites qui avait été actée : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li></ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li></ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'adresse de l'établissement ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li></ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p>

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que 2 éléments manquaient au registre de suivi des déchets, à savoir : le code déchets et le numéro de récépissé préfectoral des transporteurs.

Lors de la visite du 9/12/2025, l'inspection a constaté que le numéro de récépissé préfectoral des transporteurs est bien renseigné dans le tableau. Ce numéro de récépissé préfectoral se retrouve sur les bons de réception imprimés.

L'inspection constate également que le code déchets n'apparaît pas. L'exploitant précise que les déchets ayant toujours le même code déchets, il n'a pas ajouté de colonne spécifique.

L'inspection considère que la prescription est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Hauteur des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2005, article 4.3

**Thèmes :** Autre, Procédé

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.

Tout stockage extérieur, même temporaire, de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives (boues de station d'épuration urbaines...) est interdit.

La hauteur maximale des stocks est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains.

La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que la hauteur des stocks dépassait les 3 m prescrits dans l'arrêté préfectoral. Ce constat avait fait l'objet d'une mise en demeure.

Lors de la visite du 9/12/2025, l'inspection constate que la hauteur des stocks dépasse les 3m. Un porter à connaissance a été déposé par l'exploitant le 7 novembre 2025 relatif notamment à la demande de modification de hauteur des stocks. Ce porter à connaissance, en cours d'instruction, précise les mesures de sécurité prises : suivi des températures à l'aide de 2 sondes dont les données sont transmises sur le téléphone de la directrice du site et du responsable d'exploitation. Un déclenchement d'alerte est configuré dès l'atteinte de la température de 80°C. Cette alerte déclenche une vérification des données, et un étalement de la matière à l'aide du chargeur si besoin.

L'inspection considère que la mise en demeure peut être levée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Air - Valeurs limites et conditions de rejet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2005, article 6.4

**Thèmes :** Risques chroniques, Air - Odeurs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

**Prescription contrôlée :**

Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu sur le site ne doit pas dépasser les valeurs mentionnées dans le tableau suivant. en fonction de son éloignement par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers. aux stades. terrains de campings et établissements recevant du public.

Éloignement des tiers (m) : 300-400 mètres

Niveau d'odeur sur site (UO/m<sup>3</sup>) : 2 000

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées ne doit pas dépasser les valeurs suivantes :

Hauteur d'émission (en m) : 5 mètres

Débit d'odeur (en m<sup>3</sup>/h) : 3 600 x 103

Par ailleurs, les activités de compostage ne doivent pas émettre plus de 50 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières en dehors du site. Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à

des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'exploitant a été mis en demeure de respecter dans un délai de 12 mois la concentration d'odeurs fixée à 500 uoE/m<sup>3</sup>.

Depuis, l'exploitant a choisi de suivre les paramètres H<sub>2</sub>S et NH<sub>3</sub> comme prescrits dans les dispositions de l'annexe 3.3.-V de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019. Le point de contrôle 5 aborde ce sujet.

L'inspection considère que la mise en demeure peut être levée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 4 : MTD - fréquence analyses sur les rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-X et Annexe 3.3-V

**Thèmes :** Risques chroniques, Eau

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Annexe 3.1-X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaire respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	60 mg/L	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/L	mensuelle
Carbone organique total (COT)(ou DCO)	60 mg/L	mensuelle

(...)

Annexe 3.3-V : Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Azote total (N total)	25 mg/L	Mensuelle
Phosphore total (P total)	2 mg/L	Mensuelle

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'exploitant a été mis en demeure de :

- disposer d'un plan des réseaux à jour,
- préciser si les eaux de toitures non souillées peuvent être séparées,
- justifier de la modification portant sur le rejet non connu du bassin tampon,
- mettre en place des prélèvements mensuels portant sur ses rejets aqueux.

Lors la présente visite, l'exploitant a :

- présenté un plan des réseaux mis à jour ;
- présenté les actions définies dans le cadre du système de management environnemental. Une de ces actions concerne la séparation des eaux de toitures des eaux de ruissellement. Ce projet est planifié en 2026 voire 2027 ;
- supprimé le rejet du bassin tampon (cf. point de contrôle n° 6) ;
- fourni un rapport d'analyse de prélèvements de rejets d'eaux en date du 12 mai 2025.

Pour ce dernier point, l'exploitant ne respecte pas la demande formulée lors de la visite du 25 avril 2024 relative à la fréquence des prélèvements. Pour rappel, lors de la dernière visite, l'inspection avait constaté la présence de fumier sur les voiries assimilables à des stocks. A ce titre, l'inspection avait considéré que les eaux ruisselant sur ces stocks pouvaient être considérées



comme des eaux résiduaires. La fréquence d'analyse mensuelle s'imposait donc.

Actuellement, l'inspection ne constate pas de stocks en dehors des bâtiments dédiés. Les voiries ne sont pas encrassées (voir photo ci-dessous). L'exploitant explique que la situation constatée en avril 2024 était en lien avec l'arrêt de l'installation située à Beaupréau-en-Mauges. En effet, l'arrêt de cette installation avait nécessité de répartir les matières sur les autres sites, dont celui de Saint-Pierre du Chemin.



Ainsi, l'inspection considère que dans ces conditions, les eaux de ruissellement de voiries ne sont pas des eaux résiduaires et font donc l'objet d'une surveillance semestrielle telle que fixée à l'article 22 du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation. A ce titre, l'inspection constate que la fréquence semestrielle n'est pas respectée. Cette prescription fait l'objet du point de contrôle n°9.

Ainsi, l'inspection propose de lever la mise en demeure sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 5 : MTD - fréquence analyses sur les rejets d'air

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3-V

**Thèmes :** Risques chroniques, Air - Odeurs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions de cette annexe s'appliquent en complément des dispositions des annexes 2 et 3.1. Les dispositions de cette annexe ne s'appliquent pas au traitement des déchets liquides aqueux, ni à la dépollution par traitement biologique des terres polluées.

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent sans préjudice de la réglementation applicable aux installations de traitement biologique de déchets, en particulier de l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de

méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement et de l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.

(...)

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
H <sub>2</sub> S	/	semestrielle
NH <sub>3</sub>	20 mg/Nm <sup>3</sup>	semestrielle
Concentration d'odeurs (*)	500 uoE/Nm <sup>3</sup>	semestrielle

(\*) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH<sub>3</sub> et de H<sub>2</sub>S.

#### Constats :

Suite à la visite du 25 avril 2024, l'exploitant a été mis en demeure de réaliser le contrôle de ses rejets gazeux conformément aux dispositions de l'article susvisé dans un délai de 6 mois.

Des contrôles sur les rejets gazeux ont été réalisés en février 2025 sur les paramètres NH<sub>3</sub> et H<sub>2</sub>S. Des dépassements en NH<sub>3</sub> sur le biofiltre 1 aval 2 sont identifiés. Ce biofiltre a été installé suite à la fermeture du site de Beaupreau.

Un contrôle sur les rejets gazeux a été réalisé le 4 décembre 2025. Lors de la visite, au vu des délais, l'exploitant n'a pas pu fournir le rapport de contrôle à l'inspection.

L'inspection constate ainsi que la fréquence semestrielle est respectée. La mise en demeure peut donc être levée.

Néanmoins, l'inspection attend de l'exploitant qu'il lui communique les résultats du contrôle des rejets gazeux dès réception accompagné le cas échéant d'un plan d'actions pour le retour à la conformité de ces rejets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 6 : Conditions de rejets au milieu récepteur - bassin tampon

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/2005, article 5.1.2

**Thèmes :** Risques chroniques, Eau

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

#### Prescription contrôlée :

5.1.2. Conditions de rejets au milieu récepteur

Les rejets des effluents liquides se font dans les conditions suivantes :

Atelier ou circuit d'eau	Réseau interne	Lieu ou milieu récepteur
Eau sanitaire	Réseau EU	Assainissement autonome
Eaux du lavage des gaz	Réseau EI	Bassin tampon
Eaux pluviales des toitures et des aires de compostage	Réseau EI	Bassin tampon
Eau pluviale des voies de circulation	Réseau EP	Débourbeur-séparateur hydrocarbures puis fossé vers l'Iloière

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté la présence d'un rejet vers le milieu naturel au niveau du bassin tampon. Ce constat a fait l'objet d'une mise en demeure.

Lors de la visite du 9/12/2025, l'inspection a pu constater l'absence de rejet vers le milieu naturel au niveau du bassin tampon. L'exploitant a précisé qu'une vanne guillotine permet de garder l'évacuation fermée. Le regard n'a pas été ouvert lors de la visite.

L'inspection considère que la mise en demeure peut être levée sur ce point.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 7 : MTD - Système de management environnemental**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2 - I

**Thèmes :** Autre, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2025

**Prescription contrôlée :**

**I. Système de management environnemental**

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :

1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;
4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :

<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Organisation et responsabilité ;</li> <li>b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;</li> <li>c) Communication ;</li> <li>d) Participation du personnel ;</li> <li>e) Documentation ;</li> <li>f) Contrôle efficace des procédés ;</li> <li>g) Programmes de maintenance ;</li> <li>h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;</li> <li>i) Respect de la législation sur l'environnement ;</li> </ul> <p>5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;</li> <li>b) Mesures correctives et préventives ;</li> <li>c) Tenue de registres ;</li> <li>d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;</li> </ul> <p>6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;</p> <p>7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;</p> <p>8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;</p> <p>9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;</p> <p>10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;</p> <p>11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;</p> <p>12. Plan de gestion des résidus ;</p> <p>13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de annexe 3.1) ;</p> <p>14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;</p> <p>15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.</p> <p>Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.</p>
---

#### **Constats :**

Lors de la précédente visite, il a été demandé à l'exploitant de mettre en place un Système de Management Environnemental (SME).

Dans le cadre de la préparation à la visite du 9/12/2025, l'exploitant a envoyé par mail à l'inspection les éléments suivants : politique environnementale, planification du SME.

Le SME a été mis en œuvre en juin 2025. Pour la mise en place du SME, l'exploitant est accompagné

par SET Environnement. Une responsable QSE a été embauchée afin de faire vivre le système et garantir la réalisation et le suivi des actions.

De part la jeunesse du système environnemental, aucune revue de direction n'a donc été encore réalisée. L'exploitant a fixé une fréquence annuelle pour procéder à la revue de son système. Néanmoins, des réunions mensuelles sont planifiées avec l'équipe et permettent d'aborder l'ensemble des sujets liés à l'exploitation et en lien avec le SME. Ces réunions font l'objet de comptes-rendus. De plus, un diagnostic sécurité est réalisé une fois par trimestre par la responsable QSE.

L'inspection a constaté qu'un suivi d'indicateurs est initié (odeurs, suivi des consommations). L'exploitant a précisé que les objectifs ne sont pas encore fixés, qu'ils le seront lors de la première revue de direction. Ceci permettra de définir des objectifs mesurables, atteignables et réalisables.

L'inspection constate que l'ensemble des éléments ne sont pas encore mis en œuvre, notamment la revue du SME. Ceci s'explique par la jeunesse du système (moins d'un an). Au vu des éléments présentés, l'inspection constate que le SME est proportionné à la nature, la taille, la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux.

L'inspection considère que la mise en demeure peut être levée sur ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui faire suivre le compte rendu de la revue de direction planifiée en juin 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

## N° 8 : DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS...

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

**Thème(s) :** Situation administrative, GERE

**Prescription contrôlée :**

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

**Constats :**

Lors de la préparation de la visite, l'inspection a constaté qu'aucune déclaration des émissions polluantes pour l'année 2024 n'était disponible sur le site GERE. La dernière déclaration consultable date de mai 2024 (déclaration des émissions polluantes pour l'année 2023).

Lors de la visite, l'exploitant indique avoir essayé de se connecter sans succès. Après vérification par l'inspection, il s'avère que le site est bien répertorié sur GERE et accessible par l'exploitant. Néanmoins, lorsque l'exploitant se connecte sur le site, un message "erreur #404#" apparaît.

Ainsi, l'exploitant n'est pas en mesure de renseigner les éléments déclaratifs sur GERE pour ce site. L'inspection considère cette prescription respectée au titre de l'année 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 9 : Contrôle des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22

**Thèmes :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut, et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante :

[...] les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur-déshuileur, ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle [...]

**Constats :**

L'exploitant n'a réalisé qu'une analyse des rejets d'eaux pluviales au niveau du séparateur hydrocarbures (12/05/2025).

Lors de la visite, l'inspection constate qu'aucune analyse n'est prévue avant la fin d'année. La fréquence semestrielle n'est donc pas respectée.

La prescription n'est pas respectée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir la preuve que 2 analyses des rejets d'eaux pluviales seront réalisées en 2026 (bon de commande par exemple).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## ANNEXE : Bilan du réexamen IED

Les installations, exploitées sur la commune de Saint Pierre du Chemin, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principal 3532 et du BREF principal WT. Le périmètre IED correspond aux installations de compostage par les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°05-DRCLE/1-611 du 29 novembre 2005 complété. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, l'entreprise Fertil'Eveil a transmis un dossier de réexamen le 17 juin 2021.

Après examen de l'inspection des installations classées, il apparaît que le dossier transmis peut être jugé complet et recevable. En effet, il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R.515-71 et R.515-72 du Code de l'Environnement.

Considérant l'engagement de mise en conformité des installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 17 août 2022 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleurs techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2018/1147 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation des installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

**Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables aux installations par arrêté préfectoral.**

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire à nouveau l'objet de contrôle conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'Environnement.